

Comme le démontre l'action menée par le Collectif Europe et Médicament, les citoyens peuvent faire bouger les choses dans la bonne direction au sein de l'Union européenne (cf. page III de "La Lettre aux Abonnés" de ce n° 263). Il faut pour cela le vouloir, y travailler avec régularité, s'unir et faire des propositions constructives bien étayées.

Ce ne sont pas les préoccupations qui manquent. Prenez le cas des coxibs, et plus particulièrement le cas du *célécoxib* (Celebrex<sup>o</sup>) et les milliers, pour ne pas

décisions susceptibles de compromettre leur équilibre budgétaire, ces agences ont perdu de vue leur mission première : la protection de la santé des citoyens.

En deux décennies, quels qu'aient été les pouvoirs politiques successifs, les agences du médicament ont été petit à petit transformées en "prestataires", au service des firmes les plus puissantes. Elles prennent le moins possible, ou le plus tard possible, des décisions contraires aux intérêts de leurs commanditaires industriels.

## É D I T O R I A L

# Politiques

dire les millions, d'ordonnances où il figure, en dépit d'un dossier d'évaluation accablant (lire pages 512-513). Pour quelles raisons cet anti-inflammatoire est-il encore prescrit, et n'est-il pas retiré du marché ?

À l'échelle individuelle et à l'échelle collective, le doute devrait profiter aux patients. Mais les raisons des prescriptions sont multiples : ignorance de la réalité du dossier ; suivisme des dires des représentants des firmes ; recopiage aveugle ou automatique des ordonnances de certains "spécialistes", eux-mêmes sous influence (lire pages 555-556) ; pression des patients trompés par des campagnes médiatiques.

L'incurie des agences du médicament (l'Agence européenne et la plupart des agences nationales) est également en cause. Financées par les redevances des firmes, s'interdisant d'elles-mêmes les

Marché du médicament livré à lui-même, sous la bénédiction d'agences passives et de gouvernements veillant aux seuls intérêts des firmes ? Ou marché du médicament orienté par des objectifs de santé publique clairement définis et affichés ? Voilà un débat de bonne gouvernance qui doit être vite mené, concrètement, précisément, sous de multiples angles.

L'équipe Prescrire et d'autres dans le monde réclament l'indépendance financière des agences des produits de santé vis-à-vis des firmes. Il s'agit maintenant de convaincre les responsables politiques de cette nécessité.

La politique (la politique de la Santé en particulier) ne se limite pas à de beaux discours et à des votes d'un jour. Elle dépend avant tout de la pression vigilante et constante des citoyens.

**La revue Prescrire**